

Washington, capitale-caricature de l'Etat pénal américain

Loïc Wacquant

C'est la ville-État de Washington, siège du gouvernement fédéral et sanctum de la démocratie étatsunienne, qui illustre le mieux, en le poussant à son paroxysme, le processus involutif par lequel l'Etat pénal tend, pour les groupes confinés au bas de la structure sociale, à se substituer à l'Etat social, les fonctions policière, judiciaire et pénitentiaire minant les missions éducative et assistentielle en dévorant leurs budgets et en s'accaparant leurs personnels. Résultat, les jeunes Washingtoniens de milieu populaire, pratiquement tous noirs, qui dépendent des institutions publiques ont aujourd'hui plus de chances de se retrouver derrière des barreaux que derrière les pupitres d'un amphithéâtre sur leur campus universitaire—les enfants des classes aisées, eux, ont les moyens de se réfugier dans la douzaine d'universités privées que compte la ville et dans les établissements des États voisins.

Capitale rime ici avec caricature: quand Ronald Reagan emménage au 1600 Pennsylvania Avenue, Washington compte quinze mille étudiants inscrits à l'Université du District de Columbia (UDC, l'unique établissement universitaire public, inaugurée en 1976 à l'occasion du Bicentenaire) pour moins de trois mille prisonniers, cela bien que le District soit depuis belle lurette déjà la juridiction qui embastille le plus du pays. Quand Bill Clinton lui succède en 1992, la population carcérale de la ville est à la veille de rattraper son effectif estudiantin, en chute libre du fait des coupes budgétaires draconiennes qui frappent l'enseignement supérieur durant cette période de famine des finances publiques—la capitale est en banqueroute et son administration sera bientôt placée sous tutelle fédérale. C'est chose faite en 1994. Dans l'intervalle, la probabilité d'inscription à UDC pour les Noirs du District s'est affaïssée d'un tiers alors que leur taux d'incarcération, lui, quadruplait pour friser le chiffre stupéfiant de 3.000 prisonniers pour 100.000 habitants.¹ Résultat, en 1997, les proportions entre étudiants et prisonniers sont renversées: la population carcérale du District—dont la devise est Justitia Omnibus, “la justice pour tous”—frise les 13.000 détenus, pratiquement le triple des inscrits à son université (qui ne sont plus que 4.700).

C'est qu'entretemps la capitale des Etats-Unis a montré l'exemple au pays: en un peu plus d'une décennie, elle a, pour pourvoir à la “Guerre à la drogue” qui fait rage au

¹ Contre 84 pour 100.000 pour les résidents blancs, dont le taux augmente de 84% (Tara-Jen Ambrosio et Vincent Schiraldi, Trading Classrooms for Cell Blocks: Destructive Policies Eroding D.C. Communities, Washington, The Justice Policy Institute, 1998, p. 7). Pour la France, ce taux d'incarcération correspondrait à une population pénitentiaire de 1,8 million!

sein du ghetto noir avoisinant la Maison Blanche, multiplié par huit les effectifs des gardiens de prisons tandis qu'elle amputait de moitié les personnels de l'aide sociale et les postes de l'enseignement universitaire public. En 1980, le District employait quatre enseignants du supérieur pour chaque surveillant (804 contre 229); c'est l'inverse en 1997: 454 contre 2000, soit plus de gardiens que n'en emploient la Norvège ou la Grèce (pour seulement 530.000 habitants). Mais l'afflux de détenus est tel que, malgré cette débauche de moyens, le District ne sait plus où entreposer ses condamnés et se voit contraint d'exporter son surplus de prisonniers dans des prisons privées du Kentucky et de l'Ohio à partir de 1994. Avant de vendre son plus grand pénitencier à la firme d'emprisonnement Corrections Corporation of America afin de disposer des liquidités nécessaires... pour lui louer ce même établissement en leasing.

A moins de deux kilomètres des ors de Capitol Hill, mais physiquement séparée des esplanades du pouvoir par la double barrière physique que forment l'autoroute 395 et la rivière qui lui donne son nom, le quartier d'Anacostia, l'un des plus déshérités des Etats-Unis, où réside un quart de la population de la ville, à cent pour cent noir. Les rues bordées de bâtiments à l'abandon, de commerces condamnés et de terrains vagues, les écoles vétustes et l'infrastructure décrépite, l'insécurité prégnante et la démoralisation collective des habitants disent mieux que toutes les statistiques les effets de la politique publique de dumping social sur les Washingtoniens "d'en bas". La moitié des jeunes hommes d'Anacostia sont sans travail et près des deux tiers sont sous tutelle pénale.² Comble de l'ironie, le principal programme de création d'emplois lancé par le maire (noir) Marion Barry—qui fut destitué en *1990? pour possession de cocaïne puis réélu en 1994 après un séjour de six mois sous les verrous—est la construction par Corrections Corporation of America d'une prison privée de 2.200 places. A l'annonce de ce chantier, un conseiller municipal exprimait d'ailleurs le souhait que l'école de la prison soit de bonne qualité "puisque c'est là que 'notre jeunesse' semble se diriger".³ Certes l'établissement carcéral ne détonnera guère dans ce quartier-fantôme dont les deux principaux employeurs sont une usine de traitement des eaux usées et l'Hopital St. Elizabeth, l'un des plus grands hospices psychiatriques du pays (celui même que décrit Erving Goffman dans son livre Asiles). C'est sans doute pour mieux accomplir cette vocation de dépotoir social de la ville que le nouveau maire (noir) de Washington a proposé en mars 1999 de transférer ce qui reste de l'Université du District de Columbia de son site actuel, au coeur d'un quartier blanc huppé du nord de la ville, à Anacostia, sous prétexte de "mieux servir" les familles du quartier, et au motif que le produit de la vente du campus permettra de dégager les fonds susceptibles d'assurer le "renouveau" à venir de l'université.

"Le fier visage de l'Amérique"

² Jerome G. Miller, Hobbling a Generation: Young African-American Males in Washington, D.C.'s Criminal Justice System, Alexandria, Center on Institutions and Alternatives, 1992.

³ Déclaration citée par Jason Ziedenberg, "D.C. Dumping Ground: The private Prison Planned for Anacostia", Washington Post, 18 octobre 1998, p. C08.

“Nous devons oeuvrer au renouveau de notre Capitale et faire d’elle le plus beau lieu où s’éduquer, où travailler et où vivre, faire d’elle à nouveau le fier visage que l’Amérique offre au monde. C’est une ville qui recèle des forces véritablement remarquables... Nous le voyons dans les yeux de nos enfants. Ils méritent le meilleur avenir qui soit et nous pouvons leur donner un meilleur avenir”.

William Jefferson Clinton, 1997 (1)

Récemment, la cafétéria [dans le sous-sol de la principale école primaire d’Anacostia] a été inondée. L’eau de pluie se déversait par des gouttières et puis les rats sont apparus. On a téléphoné au maire: “La cafétéria est pleine de rats morts”. (...) L’école se trouve sur une rue qui longe plusieurs bâtiments abandonnés. Le petit Grégory me dit qu’on les appelle des “pipe houses” [maison où les drogués viennent fumer leur “pipe” de crack en compagnie]. Un enseignant assis avec nous note, “A huit ans, certains des gamins livrent de la drogue et gardent l’argent de côté pour les dealers. A 28 ans, ils seront morts” (...).

“Les petits quand ils arrivent à l’école le lundi matin”, explique la maîtresse, “ils ont faim. Une petite de cinq ans, avec ses lacets défaits, elle me dit ‘C’est moi qui m’ai habillé toute seule ce matin’. Je lui demande pourquoi, elle me dit, ‘Ils ont pris ma mère pour la mettre à la prison’. Ils ont tout le temps mal à l’estomac ces gosses, et ils ne savent pas pourquoi. (...)

Une enfant nommée Monique: “Si j’avais de l’argent je le donnerais aux enfants pauvres”. Sa déclaration me surprend. Je demande si les enfants dans le quartier sont pauvres. Plusieurs écoliers répondent que non. Après une longue pause, Tunisia souffle: “On est tous des pauvres dans cette école”.

La cloche sonne, bien qu’il ne soit pas encore trois heures [heure de la fin des classes]. Les enfants se lèvent et disent au-revoir avant de se diriger vers l’escalier qui les conduit du sous-sol à la sortie de l’établissement. Le principal me dira plus tard qu’il a libéré les enfants plus tôt exprès: on l’a prévenu qu’il y aurait une fusillade dans la rue cet après-midi.

Je lui dis combien j’ai aimé les enfants et cela lui fait à l’évidence plaisir. Il m’apprend que Tunisia vit à Capital City Inn—le plus grand centre d’accueil de sans-abri de la ville. Cela fait un an qu’elle est sans-abri. Il pense que c’est la raison pour laquelle elle si mature et réfléchie (2).

	1980	1990	1997
Nombre d’étudiants inscrits à UDC*	15.340	11.161	4.729
Nombre de détenus du District	2.973	9.632	12.745
Enseignants du primaire et secondaire	7.719	7.120	5.800
Enseignants du supérieur public	804	587	454
Employés des services sociaux	2.367	1.861	1.187
Gardiens de prison et maison d’arrêt	229	1.974	1.984

* University of the District of Columbia (unique établissement public); sont comptabilisés ensemble étudiants à temps plein et à temps partiel

Sources: Bureau of the Census, Public Employment in 1980, Public Employment in 1990, Statistical Abstracts of the U.S. 1998; Detailed Population Characteristics, District of Columbia, 1980 Census; Bureau of Justice Statistics, Sourcebook of Criminal Justice Statistics, 1981, 1991 et 1997 (pour tous: Washington, Government Printing Office, diverses années).

1.- Allocution du Président Clinton lors de l'inauguration d'un programme universitaire de tutorat à la lecture, 21 février 1997, citée par Ambrosio et Schiraldi, Trading Classrooms for Cell Blocks, op. cit., p. 1.

2.- Jonathan Kozol, Savage Inequalities, New York, Crown Books, 1991, pp. 182-184 (récit d'enquête dans les écoles publiques des quartiers pauvres d'Amérique).